



Assemblée générale

Distr. générale
29 juin 2022

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Cinquantième session

13 juin-8 juillet 2022

Point 9 de l'ordre du jour

Racisme, discrimination raciale, xénophobie et intolérance

qui y est associée: suivi et application de la Déclaration

et du Programme d'action de Durban

Exposé écrit* présenté par ABC Tamil Oli, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[23 mai 2022]

* Le présent document est publié tel qu'il a été reçu, dans la langue originale seulement. Les vues qui y sont exprimées ne sont pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies ou de ses représentants.



Le Sri Lanka commémore les 13 ans du massacre de Mullivaikal sur fond de discrimination raciale des cingalais contre le peuple Tamoul

Aujourd'hui, le 18 mai, des millions de personnes dans le monde commémorent le 13e anniversaire du massacre de Mullivaikal qui a mis fin à l'horrible guerre civile de 26 ans et 74 année d'occupation militaire des territoires Tamouls dans le Nord-Est Sri Lanka.

Le 18 mai 2009, l'armée sri-lankaise a finalement encerclé 450.000 civils tamouls et des combattants survivants des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) dans un rayon de 6 km autour de Mullivaikal. Le gouvernement sri-lankais avait initialement déclaré le secteur comme «zone de cessez-le-feu» et avait dit aux civils de s'y rendre pour être en sécurité. Cependant, l'armée a alors lancé un barrage d'artillerie de grande envergure sur les hommes, les femmes et les enfants piégés à Mullivaikal.

Plus de 169.000 personnes ont été tuées et 300.000 ont été enfermées dans des camps de détention infâmes. Dans ces camps, plus de 12.000 hommes et femmes ont été arrêtés par l'unité antiterroriste du Sri Lanka et détenus dans des camps secrets séparés. Les détails sur leur sort ultime restent inconnus à ce jour. Cet acte horrible de meurtre de masse a été perpétré sous les ordres directs du secrétaire à la Défense de l'époque, Gotabhaya Rajapakse, qui est aujourd'hui président du Sri Lanka.

Aujourd'hui, les tamouls du monde entiers commémore le génocide du peuple Tamoul. Depuis 2009, chaque semaine du 12 au 18 mai, Eelam Tamils commémore, la semaine du génocide tamoul, terminée le 18 mai, c'était le jour du génocide tamoul, une journée de commémoration solennelle et de deuil collectif. À travers la patrie tamoule et dans le monde, des millions de personnes ont commémoré leurs amis et parents qui ont été délibérément et systématiquement massacrés par l'État sri-lankais.

Cette année, alors que des flammes ont été allumées et des fleurs déposées dans le Nord-Est, les troubles politiques continuent de faire rage dans le Sud. Alors que les politiciens de Colombo se battent pour le pouvoir, la communauté internationale se demande si le Sri Lanka sera capable de sortir de la crise dans laquelle il a atterri. Le 18 mai, plus que tout autre jour, a rappelé qu'à moins que des changements structurels profondément enracinés ne soient promulgués et que le chauvinisme bouddhiste cinghalais ne soit confronté, il ne le sera jamais.

Depuis les phases finales du conflit armé, environ 169 796 Tamouls sont toujours portés disparus dans le nord-est du Sri Lanka. Ils ont été délibérément tués ou ont disparu par le gouvernement sri-lankais, qui est accusé de manière crédible d'avoir commis des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et un génocide contre les Tamouls d'Eelam. Pendant et après la guerre, le gouvernement sri-lankais a torturé, disparu, arrêté et détenu arbitrairement et commis des exécutions extrajudiciaires de Tamouls en toute impunité.

Ce manque de responsabilité a permis à la brutalité de l'État sri-lankais de s'épanouir à tel point que sa violence - qui a toujours visé les Tamouls sur l'île s'est maintenant retournée contre les récentes manifestations cinghalaises dans le sud. Le nationalisme cinghalais-bouddhiste, qui est la cause profonde du conflit, a imprégné toutes les politiques du gouvernement sri-lankais après l'indépendance, entraînant des abus allant des atrocités de masse en temps de guerre à la crise économique et politique actuelle.

Pour mater la colère des masses, le clan Rajapakse a signalé son intention de s'appuyer pleinement sur son expérience des massacres. Il y a un mois, Rajapakse a exigé que les travailleurs mettent fin au mouvement de protestation, avertissant: «Je vous exhorte à comprendre son danger d'un point de vue historique.» Aujourd'hui, après que des grèves ont forcé l'éviction de Mahinda du poste de Premier ministre, Gotabhaya Rajapakse a imposé l'état d'urgence et autorisé l'armée à tirer à vue sur les manifestants.

L'émergence d'un mouvement de masse pour le renversement de Rajapakse confère au massacre de Mullivaikal une signification contemporaine particulière. La question posée par la commémoration aux travailleurs du Sri Lanka – cinghalais, tamouls et musulmans – et du

monde entier est la suivante : comment empêcher une nouvelle flambée d'effusions de sang aussi horrible?

Le souvenir de ces massacres constitue également un acte d'accusation irréfutable contre les groupes nationalistes tamouls survivants, qui sautent maintenant dans les bras de Rajapakse. Choquées par la première lutte unie depuis la fin de la domination britannique des étudiants de l'université de Jaffna le mois dernier, les autorités ont réagi en fermant l'université.

De nombreux responsables de la TNA et de ses satellites politiques prendront sans doute la parole et verseront des larmes à l'occasion de l'anniversaire de la tragédie. Au cours de la dernière décennie, leurs discours lors de ces commémorations ont pris le caractère d'un rituel prévisible. Ils appellent les Tamouls à demander justice aux gouvernements américain et indien, dont les ambassadeurs ont en fait donné à Rajapakse le feu vert pour perpétrer le génocide et le massacre de Mullivaikal.

La fonction massive de la planche à billet par les banques centrales pour enrichir les classes d'investisseurs pendant la pandémie de COVID-19 a dévalué les monnaies du monde entier. Avec la coupure des exportations énergétiques et de céréales, à la suite de la campagne de guerre des puissances de l'OTAN contre la Fédération de la Russie, le carburant et les denrées alimentaires essentiels sont devenus inabordables pour les Tamouls.

La fin de la guerre civile aboutissant à la mort de plus de 169 000 innocents Tamouls à Mullivaikal, tout comme l'alliance des groupes nationalistes tamouls avec les Rajapakse face aux grèves et manifestations de masse au Sri Lanka, témoigne de la faillite de cette perspective.

Au cours de la décennie qui s'est écoulée depuis le massacre de Mullivaikal, il est devenu de plus en plus clair que les crimes de guerre, crimes contre l'humanité, crimes de génocides ne seront pas punis par la classe dirigeante sri-lankaise qui les a commis, ni par ses alliés. Punir les crimes et s'attaquer à l'impact dévastateur de la guerre sont des tâches qui incombent aux membres du Conseil des Droits de l'Homme.

Mme Chandrika Kumaratunga, ancienne Présidente du Sri Lanka (1994-2005), a reconnu le 18 mai 2022 le génocide des Tamouls de l'Eelam, « La guerre n'est jamais une victoire, mais une défaite pour un pays ou l'humanité. A cause de notre guerre génocidaire de trente ans, la Nation a beaucoup perdu. Les mères du Nord et du Sud ont perdu leurs enfants et d'autre part les enfants ont perdu leurs parents. Nous étions racialement divisés en Cinghalais, Tamouls et Musulmans.

Nous appelons les membres du CDH et les autres agences affiliées des Nations Unies et les États membres à adopter, de toute urgence, les mesures suivantes :

- Reconnaître la résolution sur le génocide adoptée à l'unanimité par le Conseil provincial du Nord du Sri Lanka le 10 février 2015.
- Soutenir la résolution lors de la 51ème session qui demande une enquête de l'ONU pour enquêter sur le génocide du peuple tamoul au Sri Lanka par les gouvernements sri-lankais successifs,
- Diriger des mesures appropriées auprès de la Cour pénale internationale en soulignant que le peuple tamoul touché n'a confiance en aucune commission ou enquête nationale.
- nommer un rapporteur spécial chargé de surveiller et d'enquêter sur les violations des droits humains et la répression en cours contre le peuple tamoul dans le Nord et Est du Sri Lanka.
- Le gouvernement sri lankais utilise encore aujourd'hui l'interdiction imposée aux LTTE par certains pays comme un outil pour réprimer les voix et les activités démocratiques du peuple tamoul dans le nord et l'est, même en l'absence des LTTE. Par conséquent, les pays concernés devraient en prendre note et prendre les mesures appropriées. Aux rapporteurs spéciaux et experts des organes conventionnels.

Aux rapporteurs spéciaux et experts des organes de traités

- Nous vous prions de nous aider à assurer la protection des défenseurs des droits humains au Sri Lanka pour qu'ils puissent exercer leur travail légitime, dans un environnement sûr et propice, sans crainte de menaces, d'actes d'intimidation ou de représailles de quelque nature que ce soit, les témoins et les familles en quête de vérité et de justice, qui n'ont pas réussi à poursuivre ceux contre lesquels il y avait des preuves d'actes répréhensibles.
- Tous les détenus politiques doivent être libérés ou traduits en justice sans plus tarder.

Aux membres du 4^e comité de l'Assemblée générale

- De reconnaître l'Eelam Tamoule comme territoires non autonomes
 - De présenter le droit à l'autodétermination des Tamouls de l'Eelam à la 4^e commission et entendre les déclarations des élus tamouls ainsi que des pétitionnaires, envoi des missions de visite et organise des séminaires sur la situation politique, sociale, économique et éducative dans les territoires sous occupation sri lankaise.
-